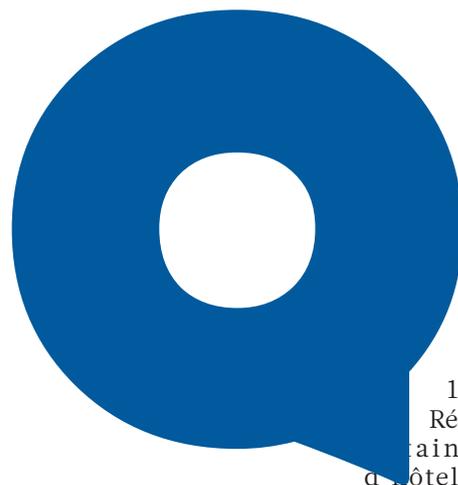


GRANDES RÉGIONS LA GABEGIE



La création des 13 grandes Régions dotées de nouvelles compétences devait, selon le gouvernement, renforcer celles-ci et permettre des économies substantielles. Mais cette réforme va, en réalité, d'abord coûter de l'argent et ne simplifie pas le millefeuille territorial. Enquête et révélations sur des fusions forcées et des gabegies en tout genre.

PAR VINCENT NOUZILLE



Question can-
dide : suite à la
réduction de 22 à
13 du nombre de
Régions métropoli-
taines, combien
d'hôtels de Région
vont disparaître début 2016 ? Réponse : aucun. Ne
riez pas. Nous sommes en France, au pays des avanta-
ges acquis et des symboles de pouvoir. Chaque baron-
nie défend ses châteaux. Dans les anciennes capitales
des Régions fusionnées, que ce soit à Clermont-
Ferrand, Caen, Amiens ou Limoges, il n'est pas prévu
de quitter les lieux, ni de revendre les immeubles. Au
contraire. Les bâtiments qui abritent les sièges des
22 conseils régionaux actuels continueront de fonc-
tionner. « Nous aurons toujours nos agents et beaucoup
de réunions dans nos locaux de Châlons-en-Champa-
gne », confirme Jean-Paul Bachy, le président divers
gauche de Champagne-Ardenne, appelée à fusionner
avec l'Alsace et la Lorraine. Il n'y aura pas d'écono- →



**Sièges du
Conseil
Régional de
midi-pyrénées à
Toulouse et du
Languedoc-
Roussillon à
Montpeliers. La
fusion des
régions ne fera
pas disparaître
l'un de ces
bâtiments.**



UN DÉCOUPAGE DÉCIDÉ À L'ÉLYSÉE DE FAÇON ARBITRAIRE

← mmes attendues dans ce domaine. Pire : il faut dépenser plus. Des travaux d'aménagement ont été nécessaires ici et là, par exemple à Strasbourg, moyennant 200 000 euros, car l'hémicycle actuel ne pouvait accueillir les 169 élus de la future assemblée élargie.

La réforme des « grandes Régions » voulue par François Hollande devait, sur le papier, renforcer ces entités et permettre de faire des économies. L'objectif était de mettre fin à l'enchevêtrement administratif. Une nouvelle loi sur les territoires était censée supprimer les départements et élargir les compétences des futures 13 Régions. Las ! Dans le texte adopté en juillet, les départements n'ont pas disparu et les pouvoirs des Régions n'ont guère été étendus, ni clarifiés. « *Nous avons des Régions agrandies, mais avec peu de compétences supplémentaires, des dotations d'Etat en baisse et des budgets dix fois plus petits que ceux des Länder allemands. L'Etat reste trop jacobin* », se lamente le socialiste Alain Rousset, président de l'Association des Régions de France (ARF) et actuel patron de la Région Aquitaine. Le millefeuille territorial demeure et les gabegies, déjà courantes dans bien des Régions (**voir pages XX**), risquent de se poursuivre. D'autant que les spécialistes et des élus admettent que la fusion des Régions va d'abord coûter de l'argent, à commencer par les travaux des hémicycles trop exigus ! Au ministère de la Décentralisation et de la Fonction publique, on reconnaît qu'il y aura un coût de démarrage de la réforme... Un chiffre officiel circule au sein de l'ARF : une dépense supplémentaire d'environ 500 millions d'euros durant la première année pour l'ensemble des Régions, sur un budget de 29 milliards, essentiellement consacrés aux lycées et aux TER. « *Je pense que cela va coûter plus cher, car je ne connais pas de système qui s'harmonise vers le bas* », avoue Gérard Vandenbroucke, président socialiste du Limousin. Pour Joël Elkaïm, associé responsable du secteur public chez Deloitte, la partie n'est pas gagnée : « *Au début, il y a une surcharge de travail et des dépenses pour réorganiser les services, adapter le management et faire converger les systèmes d'information. Ensuite, une fusion peut donner des résultats à long terme, à condition d'être bien préparée.* »

Or, nous en sommes loin. La nouvelle carte a, en effet, été improvisée mi-2014 à l'Élysée, d'abord à 14 Régions, avant d'être réduite à 13 lors du vote final à l'Assemblée nationale quelques mois plus tard. « *Le redécoupage a été décidé, comme le précédent, sans tenir compte des travaux des experts sur le sujet* », déplore le géographe Guy

Baudelle, professeur à l'université Rennes II. Si le mariage des deux Normandie s'impose naturellement, la fusion à trois entre le Poitou-Charentes, le Limousin et l'Aquitaine semble bien étrange, tout comme l'isolement de la Région Centre-Val de Loire. La Picardie a connu un drôle de suspense, ballottée entre son rapprochement avec le Nord-Pas-de-Calais, finalement acté, et un mariage avec la Champagne-Ardenne, elle-même rattachée in extremis à la Lorraine et à l'Alsace. Des arguments politiques ont parfois prévalu, comme la préservation du fief breton pour le ministre de la Défense Jean-Yves Le Drian, chef de file des socialistes aux prochaines élections. « *Les barons du PS ont tracé les frontières de leurs féodalités* », juge Bruno Retailleau, tête de liste de la droite et du centre aux élections régionales en Pays de la Loire, qui a failli être mariée à la Bretagne.

A cet arbitraire, s'ajoutent des évaluations hasardeuses



FRANÇOIS BÉLUCION / LE FIGARO

**MARINE
LE PEN
CANDIDATE
FN EN RÉGION
NORD-PAS-DE-
CALAIS-PICARDIE**

« A la fin du mandat, la Région Nord-Pas-de-Calais-Picardie sera l'une des Régions les moins imposées de France. »

des économies attendues. André Vallini, le secrétaire d'Etat à la Réforme territoriale, avait avancé l'an dernier une fourchette comprise entre 10 et 25 milliards d'euros par an, sans convaincre. Ces chiffres provenaient d'une note gouvernementale confidentielle sur « l'impact financier de la réforme territoriale », que nous avons pu consulter. Evoquant des « ordres de grandeur », ce document estimait entre 9,5 et 17,5 milliards d'euros les bénéfices annuels possibles de la fusion des Régions et de la suppression des départements, sans compter les regroupements de communes. Mais les départements n'ont pas disparu. Et la note reposait sur une étude d'impact réalisée en 2010 lors d'une précédente loi, sans donner beaucoup de détails. Encore aujourd'hui, dans l'entourage de Marylise Lebranchu, ministre de la Décentralisation et de la Fonction publique, personne ne fournit un pronostic précis des gains escomptés. « C'est difficile à calculer, explique un conseiller d'un autre ministère. Les Régions devraient être obligées de remettre à plat toutes leurs dépenses et de se serrer la ceinture, mais cela dépendra aussi de ce que décideront les futures assemblées régionales élues en décembre. »

Une chose est sûre : dans certaines Régions, les préparatifs du mariage sont laborieux, ce qui ne présage rien de bon. La fusion entre l'Alsace, la Champagne-Ardenne et la Lorraine (Acal), par exemple, s'annonce compliquée. Aucune de ses trois entités n'était très favorable à cette création d'un « Grand Est » aussi vaste. « Nous n'étions pas très chauds. Et les délais sont très courts. Mais puisque la loi a été votée, il faut bien en ti- ➔



J.C. MARMARA / LE FIGARO

XAVIER BERTRAND
CANDIDAT DE
LA DROITE ET DU
CENTRE EN NORD-
PAS-DE-CALAIS-
PICARDIE

« Je veux créer un Facebook de l'emploi régional. Je veux le mettre en place dans les six premiers mois de l'année 2016, afin que nous puissions très rapidement commencer à pourvoir les emplois aujourd'hui vacants. » ➔

PETITS EXEMPLES DE CABEGIES

PAYS DE LA LOIRE

INVESTISSEMENT DANS UN HÔTEL DE LUXE

Pour promouvoir le développement économique, le conseil régional est épaulé depuis 2011 par l'Agence régionale Pays de la Loire – Territoires d'innovation. Né de la fusion de trois entités, cet organisme parapublic est censé aider les entreprises locales. Mais la chambre régionale des comptes a critiqué, fin 2013, ses « lacunes dans le respect des procédures » et son « positionnement peu clair », car elle double parfois avec d'autres services. De plus, l'agence a investi dans des projets controversés, comme la création d'un hôtel de luxe à l'abbaye de Fontevraud. « Est-ce son rôle ? » s'interroge Bruno Retailleau, tête de liste de la



droite et du centre pour les prochaines élections. Par ailleurs, l'agence a hérité d'un projet de site d'informations touristiques, nommé Cyvel 2.0., dont la chambre régionale des comptes a dénoncé l'« échec », qui a coûté 2,3 millions d'euros. Le président du conseil régional, le socialiste Jacques Auxiette, a reconnu l'« incapacité du prestataire », tout en réfutant le terme d'échec. Il soutient l'agence, comme un « outil précieux et original d'efficacité ».

LORRAINE

LE CRASH D'UN BIMOTEUR

Sur le papier, l'idée semblait bonne : en 2008, la société Sky Aircraft, filiale du groupe Geci international, annonçait vouloir construire 1 500 petits bimoteurs à hélice low cost, baptisés Skylander, sur l'ancienne base aérienne de Chambley-Bussières. L'Etat a soutenu le projet, et le conseil régional de Lorraine a

avancé plus de 21 millions d'euros. Mais l'avion n'a jamais vu le jour. En avril 2013, Sky Aircraft a été liquidée, laissant un passif de 100 millions d'euros et une grosse ardoise à la Région. Celle-ci n'a récupéré que 4 millions sur les 21 engloutis et a déposé plainte. Une instruction est en cours.



DES ÉLUS LOCAUX PEU FAVORABLES AU MARIAGE DU GRAND EST

rer parti », explique Philippe Richert, l'actuel président
 Les Républicains du conseil régional d'Alsace, tête de liste de la droite et du centre pour la future Acal. « Je pense qu'on va gagner en puissance avec cette fusion. Mais les dirigeants alsaciens ne voulaient pas se marier avec nous. Ils ont prononcé des propos désagréables à notre égard. Cela laisse des traces », précise Jean-Pierre Masseret, qui préside le conseil régional de Lorraine et représente le PS pour le scrutin de décembre. Quant à Jean-Paul Bachy, président de Champagne-Ardenne, qui ne se représente pas, il n'a toujours pas compris la « vision technocratique » qui a débouché sur ce ménage à trois. « Un projet conçu contre la volonté des futurs époux, sans vraie logique », dit-il.

On a connu des fiancés plus enthousiastes ! La grande Région Acal assemble, en effet, des zones économiques disparates et trois pôles géographiques distincts (l'axe Reims-Troyes, le corridor Metz-Nancy et la ligne Strasbourg-Mulhouse) qui se méconnaissent de longue date. « Je découvre la Champagne-Ardenne », admet un élu alsacien, qui enchaîne des journées de plus de 800 kilomètres de voiture pour arpenter son nouveau territoire.

Mis devant le fait accompli, les présidents des trois Régions ont tout de même incité leurs équipes à préparer la fusion, qui sera effective au 1^{er} janvier. Une concertation a minima. Les trois systèmes informatiques différents seront reliés par des passerelles techniques provisoires. Les présidents ont aussi dressé, en juin, un état



FRANÇOIS BOUCHON / LE FIGARO
FLORIAN PHILIPPOT,
 CANDIDAT FN EN
 ALSACE-
 CHAMPAGNE-
 ARDENNE-
 LORRAINE

“ Nous établirons le siège du conseil régional à Metz. Nous ferons pression sur l'Etat pour que la préfecture de Région soit à Châlons-en-Champagne. ”

CORSE

Le personnel de la collectivité territoriale de Corse (CTC) n'est pas à plaindre. Les quelque 1 227 agents titulaires de la Région bénéficient d'avantages en or massif. Selon un rapport détaillé de la chambre régionale des comptes rendu public en juillet dernier, non seulement leurs effectifs ont bondi de 311 agents en cinq ans, soit une hausse de 34 %, alors que les magistrats avaient déjà pointé du doigt cette dérive dans leur rapport précédent. Mais leurs rémunérations ont progressé, à partir de 2010, à un rythme de 4 à 6 % par an, « nettement supérieur à l'évolution naturelle » liée au vieillissement des agents, compris entre 1,5 et 2 % par an, selon les magistrats. Par ailleurs, le coût des heures supplémentaires a augmenté de 76 % entre 2010 et 2013, une inflation à laquelle la Région aurait, depuis lors, « mis bon ordre ». Enfin, les dépenses sociales pour les agents (Ticket-Restaurant, mutuelles, activités culturelles et sportives) ont

été multipliées par trois en quatre ans, passant de 700 000 euros en 2010 à 2 millions en 2013. Résultat : une flambée des dépenses totales pour le personnel de 46 % entre 2008 et 2013 ! Cela ne s'arrête pas là. Car ces heureux fonctionnaires régionaux peuvent profiter chaque année de près de 10 semaines de congé – soit 25 jours de congés payés, 14 jours de RTT, 4 jours acquis en 1991, et 5 jours « mobiles » accordés par le président de la Région – ce qui constitue sans doute un record parmi les Régions françaises.

Les agents y ajoutent généralement, comme cela se pratique ailleurs, d'autres jours d'absence pour des motifs de santé ou familiaux. En Corse, le système est généreux : 3 jours pour le mariage d'un enfant ou un déménagement. La chambre régionale des comptes rappelle qu'elle avait déjà dénoncé « l'absence de système de contrôle effectif de la présence et du temps de travail » des agents de la CTC. Malgré les engagements de la CTC de mettre en place dès 2008 un suivi plus minutieux, rien

des lieux des politiques menées dans chacune des Régions. Résultat : un document de 100 pages, qui recense notamment les divergences, que ce soit sur les aides économiques, le sport, le transport ou le soutien aux lycéens. La loi donne un délai de cinq ans aux Régions pour se rapprocher complètement. « Nous menons campagne bilan contre bilan. Ce sera aux électeurs de trancher. L'Alsace est plus endettée que nous », argumente Jean-Pierre Masseret, qui souhaite, par exemple, étendre la gratuité des transports scolaires à toute la grande Région. Coût de la mesure : environ 9 millions d'euros. « Nous allons lentement faire converger nos dispositifs après 2016 et les rationaliser, ce qui devrait permettre de gagner 4 à 5 % par an sur nos achats », promet pour sa part Philippe Richert, qui s'estime meilleur

LES CHAMPIONS DES CONGÉS ET DES VOITURES DE SERVICE



Le siège de la Collectivité territoriale de Corse à Ajaccio.

n'a été fait. « *Le présent examen de la gestion a permis de constater qu'aucun moyen de contrôle n'a été mis en place* », notent les magistrats financiers. Du coup, l'actuel président du conseil exécutif de Corse, le divers gauche Paul Giacobbi a promis de rouvrir le dossier. En vain. « Nous avons essayé d'installer une pointeuse. Ce n'est pas facile.

Nous avons été stoppés par les syndicats », a-t-il reconnu. Le laxisme semble également de mise concernant l'absentéisme pour raisons de santé. Selon la chambre régionale des comptes, il est en pleine expansion, ce qui traduit « *un déficit réel de gouvernance* » de la CTC. Autre dérive pointée du doigt par les magistrats : le paiement des jours d'astreinte

technique à certains agents, qui a augmenté de 77 % sans raisons apparentes. La chambre régionale des comptes a relevé des cas édifiants, comme celui de ce technicien dont les paiements liés à ces journées sont curieusement passés de 298 euros en 2011 à 4 035 euros en 2013. Soumis aux critiques sur certaines défaillances de son contrôle,

Paul Giacobbi a promis de mieux surveiller ces dépenses. Selon lui, elles auraient diminué en 2014, après un pic exceptionnel en 2013 dû au départ du Tour de France en Corse !

D'autres dérives étonnantes concernent les voitures. Tout d'abord, la CTC met 50 véhicules de service à disposition de certains agents, dont 34 sont attribués « à titre personnel ». Ce sont autant de discrets avantages en nature. Ensuite, la Région a attribué 237 cartes de paiement d'essence pour 264 voitures de son personnel. Certains semblent en profiter largement. Comme ce conducteur d'une Audi Q3 Crossover, qui a fait successivement le plein, le 1^{er} janvier 2013 à 15 h 45 à Nice, et à 18 h 34 à Lucciana en Haute-Corse, pour des carburants différents, sans plomb et diesel. La carte de paiement a donc servi pour deux véhicules au lieu d'un ! Et cet agent n'est visiblement pas le seul dans ce cas. Les magistrats financiers concluent à une « *absence totale de contrôle de l'utilisation des véhicules et des cartes de carburant* ».

VINCENT NOUZILLE

gestionnaire que son concurrent. Un peu oubliée, la Champagne-Ardenne peine à faire entendre sa voix. « *Espérons que les choses seront tirées vers le haut* », confie Jean-Paul Bachy.

Les querelles de clocher sont encore plus épidémiques du côté de la grande Occitanie. Si Martin Malvy, le président socialiste de la Région Midi-Pyrénées, rêvait, dit-il, d'un futur « *débouché sur la mer* », il ne s'attendait pas à devoir s'unir de force avec un Languedoc-Roussillon prêt à tout pour résister à ses avances. A Montpellier, dans son donjon régional, le socialiste Damien Alary ne cache pas son faible élan initial pour ce projet. « *Nous pouvions poursuivre notre marche tout seuls* », affirme-t-il. En janvier dernier, lors de la pre-

mière réunion des directeurs de service des deux Régions, l'ambiance était polaire. « *Nos homologues de Montpellier nous ont dit qu'ils combattraient la fusion. Du jamais-vu !* » témoigne un haut fonctionnaire toulousain. Depuis, les équipes se retrouvent souvent à mi-chemin, du côté de Narbonne ou de Carcassonne, pour limiter les distances et éviter de froisser les susceptibilités. « *Nous faisons tout pour que ce rapprochement soit positif, avec des économies à la clé, comme la fusion de nos bureaux à Bruxelles* », avance Martin Malvy. « *J'ai donné pour instruction d'être constructif* », renchérit Damien Alary.

Derrière ces déclarations de façade, la bagarre a été sanglante entre les barons socialistes des deux Régions pour répartir les lieux de pouvoir. Personne ne vou- ➔

UN CASSE-TÊTE POUR HARMONISER LES POLITIQUES PUBLIQUES

→ lait renoncer à ses prérogatives. Résultat : si Toulouse est la capitale, Montpellier a obtenu que toutes les séances délibératives du conseil régional se déroulent chez elle. Tant pis pour les frais de transport et d'hébergement, qui vont flamber, ici comme dans toutes les Régions fusionnées.

Mieux, craignant que le Languedoc-Roussillon perde sa voix, Damien Alary s'est battu pour qu'on lui garantisse un poste de « président de Région délégué » au conseil de la grande Région. Un titre de numéro un bis, entre la future possible présidente, la tête de liste PS Carole Delga, et son alliée radicale de gauche (PRG) la ministre du Logement Sylvia Pinel, toutes les deux étiquetées « Midi-Pyrénées ». Soutenant curieusement cette idée de Damien Alary, Manuel Valls a annoncé cet été un projet de loi visant à créer ces « présidences déléguées », avant de se raviser prudemment. « *Je ne réclame rien pour moi, ni loi Alary, ni poste précis. Je veux juste que le Languedoc-Roussillon soit représenté dans la gouvernance de la grande Région* », jure aujourd'hui Damien Alary. Chef de file de la droite et du centre pour les prochaines élections, Dominique Reynié a chiffré à 114 millions d'euros le coût de ces présidences déléguées si elles étaient instaurées au niveau national. « *C'est le fruit des marchandages scandaleux entre le PS et le PRG ! Je promets de mettre un pot de fleurs dans ce bureau de président délégué si je suis élu* », ironise-t-il, tout en avouant être conscient que la fusion va, de toute façon, « *coûter beaucoup d'argent* ».

Au-delà des symboles, ce mariage conduit à → d'autres casse-tête. « *Nous n'avons pas les mêmes règles*



EDDIE GREGOIRE/LE FIGARO MAGAZINE

LAURENT WAUQUIEZ
CANDIDAT DE
LA DROITE
ET DU CENTRE
EN RÉGION
AUVERGNE-
RHÔNE-ALPES

“ Objectif :
une Région
mieux gérée
pour zéro
augmentation
d'impôts
et de taxes. ”

NORD-PAS-DE-CALAIS UN HÔTEL DE RÉGION HORS DE PRIX

Initiée en 1999 par le président de la Région Michel Delebarre, la construction du siège du conseil régional, avec sa tour Signal, un beffroi de verre de plus de 60 mètres de haut, devait coûter environ 110 millions d'euros. Le chantier a connu de nombreux aléas, nécessitant des interruptions et un renforcement des fondations. A l'arrivée, ce bâtiment écologique de 51 000 m², inauguré en 2008, où travaillent 1 800 de ses 6 000 agents régionaux, a coûté 213 millions d'euros. Soit le double des devis initiaux. Mais il n'est, semble-t-il, pas assez grand, puisque la Région



loue également d'autres locaux pour héberger son personnel. Pas étonnant que, selon la Cour des comptes, le Nord-Pas-de-Calais affiche des dépenses de fonctionnement par habitant parmi les plus élevées de France.

LANGUEDOC-ROUSSILLON UN PERSONNEL LOIN DES 35 HEURES...

Interrogé sur le temps de travail de ses quelque 3 300 agents, le président socialiste de l'actuel conseil régional Languedoc-Roussillon, Damien Alary, est affirmatif : « *Officiellement 35 heures* », dit-il. Mais ses collaborateurs reconnaissent, mezza voce, que la durée effective de travail hebdomadaire est bien inférieure

– « *de quelques heures* » – à la durée légale parmi les fonctionnaires territoriaux. Dans le cadre de la fusion programmée avec la Région Midi-Pyrénées, de longues négociations ont commencé avec les syndicats. C'est promis : les agents vont être priés de se remettre au travail. Histoire de remonter au moins jusqu'à 35 heures...



FRANÇOIS BOUCHON/LE FIGARO

BRUNO RETAILLEAU
CANDIDAT DE
LA DROITE ET DU
CENTRE EN PAYS-
DE-LA-LOIRE

“ Si je suis élu,
je lancerai
un plan d'urgence
budgétaire qui
permettra
notamment de
réduire de 10 %
le train de vie
de la Région. ”

LES STATUTS DES FONCTIONNAIRES SERONT ALIGNÉS VERS LE HAUT

→ *comptables, ni les mêmes finances, ni les mêmes systèmes informatiques, ni les mêmes habitudes* », explique un élu toulousain. De plus, après avoir comparé leurs 600 politiques publiques, le constat s'impose : « 90 % sont différentes », révèle un fonctionnaire languedocien. La convergence promet d'être épineuse. « On va aligner progressivement nos politiques sur les meilleures », assure Damien Alary. Exemple : le Languedoc-Roussillon distribue gratuitement des ordinateurs à ses lycéens. Du coup, Carole Delga a promis d'étendre ce dispositif à toute la Région si elle est élue. Coût de la mesure : plusieurs millions d'euros.

Le nivellement par le haut s'appliquera aussi pour le régime indemnitaire du personnel des deux Régions, soit environ 6 600 personnes qui ne vont pas changer de lieu de travail. Les discussions ont débuté avec les syndicats, garantissant une adaptation des statuts sur les plus favorables. La dépense supplémentaire attendue est d'environ 4 à 5 millions d'euros par an.

Cet alignement se reproduit à l'identique ailleurs : en juin, le conseil régional de Basse-Normandie a décidé de faire converger, dès le 1^{er} septembre, le régime indemnitaire de ses agents avec celui, plus avantageux, de la Haute-Normandie. Surcoût prévu : 3 millions d'euros en année pleine. « J'ai voulu envoyer un message au personnel, qui s'investit beaucoup », plaide Laurent Beauvais, le président socialiste de Basse-Normandie. Avec son collègue PS haut-normand, Nicolas Mayer-Rossignol, il vante une fusion « historique » qui devrait, selon lui, « harmoniser les politiques publiques sur les dispositifs les



LOUIS WITTER/LE FIGARO

VALÉRIE PÉCRASSE
CANDIDATE DE LA DROITE ET DU CENTRE EN ILE-DE-FRANCE

“ Nous vendrons les cinq hôtels particuliers de la Région et y installerons le siège de la Région en banlieue. Et nous diviserons par trois le parc automobile

BASSE-NORMANDIE

LE PERSONNEL DU SIÈGE A PLUS QUE DOUBLÉ

Installé depuis 1983 dans les locaux historiques de l'Abbaye-aux-Dames, à Caen, le siège du conseil régional de Basse-Normandie a vu ses effectifs grimper en flèche : de 237 agents en 2004, ils sont passés à 473 en 2011, soit plus du double ! Une inflation qui n'est que très partiellement imputable à la gestion des quelque 1 400 agents techniques des lycées, passés sous la tutelle de la Région en 2007. Selon un rapport de la chambre régionale des comptes de 2012, près de 190 postes ont ainsi été créés au siège hors



transferts de compétences. Depuis lors, le président du conseil régional socialiste Laurent Beauvais s'était engagé à « maîtriser l'évolution quantitative du personnel ». Mais l'Abbaye-aux-Dames compte désormais 515 agents... dont 7 personnes pour le seul cabinet du président.

PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

UNE VILLA MÉDITERRANÉE QUI DOUBLONNE

Officiellement, la Villa Méditerranée, inaugurée sur le port de Marseille en avril 2013, est un « centre international pour le dialogue et les échanges en Méditerranée ». Traduction concrète : il accueille des expositions, des conférences et des spectacles d'artistes du monde méditerranéen. Le projet de bâtiment futuriste, avec son avancée en porte-à-faux de 40 mètres, signé par l'architecte italien Stefano Boeri, a été soutenu de bout en bout par Michel Vauzelle, le président

socialiste du conseil régional. Coût de ce que les mauvaises langues appellent la « Villa Vauzella » pour le contribuable régional : plus de 70 millions d'euros, sans compter le budget de fonctionnement, compris entre 4 et 8 millions. Et tant pis si ce gouffre financier voisin avec le nouveau MuCEM, le musée des Civilisations de l'Europe et de la Méditerranée, ouvert en juin 2013, dont la facture, essentiellement à la charge de l'Etat et du concessionnaire privé Icade, a elle-même explosé à 350 millions d'euros. La programmation de la Villa, qui cherche un peu sa vocation, accentue cette impression de doublon : elle propose actuellement un parcours sur les « échelles de temps » avec des films documentaires sur l'histoire de l'espace méditerranéen. Presque comme un musée.



LES RÉGIONS VONT OUVRIER DES ANTENNES LOCALES COÛTEUSES

« plus efficaces ». Et engendrer quelques économies. « Rien que sur l'électricité des lycées, nous allons gagner 3 millions d'euros », avance Nicolas Mayer-Rossignol. Cependant, au niveau national, la hausse des traitements des fonctionnaires des Régions est estimée à quelque 50 millions d'euros par an. « Cela sera lissé dans le temps », dit-on à l'ARF.

A ces dépenses additionnelles s'ajouteront d'autres surprises : la plupart des Régions vont ouvrir de nouvelles antennes délocalisées dans leurs départements, comme c'est déjà le cas par exemple en Alsace, en Pays de la Loire ou en Rhône-Alpes. « Cette territorialisation des services va s'imposer », pronostique Jean-Jack Queyranne, président PS du conseil régional de Rhône-Alpes. « La grande Région éloigne les centres de pouvoir. Or, les gens ont besoin de proximité. On va donc ajouter une couche d'administration locale pour y remédier », explique un élu de gauche. Le dernier volet de la réforme, qui touche aux compétences des Régions, est censé, lui aussi, apporter sa contribution aux économies. Or, rien n'est moins sûr. La loi adoptée en juillet supprime, par exemple, la clause de compétence générale qui permettait aux collectivités locales de se mêler de tout. La Cour des comptes, qui prône le recentrage des Régions sur leurs missions exclusives, ce qui permettrait d'économiser 6 milliards d'euros par an, risque d'attendre. Car les

assemblées régionales, qui distribuent des subventions sportives ou culturelles, ne vont pas renoncer aisément à ce saupoudrage clientéliste.

De plus, si les Régions deviennent les pilotes du développement économique et de l'aménagement du terri-



J.C. MARRIMALE FIGARO

CHRISTIAN ESTROSI
CANDIDAT DE LA DROITE ET DU CENTRE EN PROVENCE-ALPES-CÔTE-D'AZUR

« Si je suis élu, je créerai une grande "banque régionale de l'apprentissage", une plateforme des offres et des demandes d'apprentis, avec un site

ILE-DE-FRANCE DES EMBAUCHES À TOUR DE BRAS

La Région Ile-de-France compte pas moins de 11 000 fonctionnaires. Un chiffre en forte augmentation ces dernières années. En cause : le transfert progressif de compétences de l'Etat, principalement avec la prise en charge des transports régionaux, de la formation professionnelle et des personnels techniques des lycées depuis 2007. Mais la Région a également embauché du personnel en plus de ces transferts : 714 agents supplémentaires ont ainsi été recrutés sur la période 2004-2012, selon un pointage de la Cour des comptes, pour s'occuper d'autres secteurs. Les embauches se sont poursuivies depuis 2012, à un rythme soutenu avec des arrivées de cuisiniers, d'agents de maintenance,



d'informaticiens, de juristes, de comptables, d'urbanistes, d'architectes, ou de chargés de mission aux intitulés éclectiques : « biodiversité et paysage », « luttes contre la discriminations », « cinéma », « prévention sécurité » ou « circulations douces »... Une inflation galopante, justifiée, au dire de la majorité de gauche présidée par Jean-Paul Huchon, au nom des « services pour les Franciliens ».



J.C. MARRIMALE FIGARO

MARION MARÉCHAL-LE PEN
CANDIDATE FN EN PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

« Mettre en place un patriotisme économique régional (...) à travers les normes environnementales et sociales intégrées dans les appels d'offres des marchés publics de la Région, et notamment pour les cantines scolaires. »

DES AIDES QUI S'EMPILENT ET DES DOUBLONS QUI DEMEURENT

toire – ce dont se félicitent tous les acteurs –, elles vont continuer de partager leurs terrains de jeu avec les autres collectivités, par exemple sur le tourisme, l'environnement ou le numérique. « *Les aides vont toujours s'empiler et on continuera de se chamailler* », déplore un édile socialiste. Quant à l'Etat, il conserve ses propres directions régionales sur place, qui doublonnent avec certains services régionaux. A la clé, 1 800 postes de fonctionnaires aux missions incertaines.

Encore plus étonnant : les Régions hériteront notamment, à l'automne 2017, des transports scolaires jusqu'ici dévolus aux départements. Or, bon nombre d'élus régionaux n'étaient pas très demandeurs. Résultat : certaines Régions, comme le Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées, ont d'ores et déjà prévu de déléguer la gestion des bus scolaires... aux départements. Comprenez qui pourra. A peine sur les rails, la réforme territoriale a déjà du plomb dans l'aile. « *C'est sûr, il faudra revenir sur ce texte inabouti* », estime René Souchon, le président socialiste de la Région Auvergne. « *La loi ne simplifie pas grand-chose* », résume son homologue rhônalpin Jean-Jack Queyranne. Vous avez dit cohérence ?

■ VINCENT NOUZILLE



FRANÇOIS BOUCHON/LE FIGARO

DOMINIQUE REYNIÉ
CANDIDAT DE LA DROITE ET DU CENTRE EN LANGUEDOC-ROUSSILLON-MIDI-PYRÉNÉES

“ Pour être exemplaire, je réduirai de moitié la taille du cabinet du président, qui compte actuellement environ 200 personnes. J'épargnerai ainsi 3,3 millions d'euros. ”

POITOU-CHARENTES UNE VOITURE ÉLECTRIQUE EN PANNE

Ségolène Royal, présidente de la Région, était fière, en 2009, de participer au lancement de SimplyCity SC4P, une voiture électrique 4 places, « made in Charentes-Poitou ». A l'origine de ce projet innovant, la société Eco & Mobilité n'a finalement écoulé qu'un millier de ces véhicules, surtout à des collectivités locales. En mai 2012, l'industriel a dû mettre la clé sous la porte. La chambre régionale des comptes a épingle,



fin 2013, le « *soutien important et inconditionnel* » de la Région à Eco & Mobilité. Celle-ci a bénéficié d'au moins 7 millions d'euros de fonds propres, d'avances et de subventions régionales, y compris lorsque la situation était « *très critique* ». Une perfusion en pure perte.

RHÔNE-ALPES UN RUINEUX PAVILLON À SHANGHAÏ



Lors de l'Exposition universelle de Shanghai de 2010, la Région Rhône-Alpes veut briller. Elle construit un pavillon de 3 600 m², enveloppé par des bambous, pour près de 13 millions d'euros. Sous l'égide de l'agence régionale Entreprise Rhône-Alpes international (Erai), bras armé pour le soutien à

l'exportation, cette vitrine promeut les entreprises et accueille l'Institut Paul-Bocuse. Mais, une fois passée l'exposition, le bâtiment reste sur place, dans une zone désertée. Les bureaux ne sont pas tous occupés. Le déficit se creuse, avoisinant 500 000 euros par an. Malgré l'aide urgente du conseil régional et l'implantation d'un Institut français de la vigne et du vin, le pavillon reste un gouffre. Plombée par les dépenses de ce bâtiment chinois et ses 27 bureaux ouverts à l'étranger, du Vietnam au Burkina Faso, l'agence Erai a dû fermer ses portes en juin.



FRANÇOIS BOUCHON/LE FIGARO

HERVÉ MORIN
CANDIDAT DE LA DROITE ET DU CENTRE EN NORMANDIE

“ Pas d'augmentation des impôts régionaux malgré le désengagement financier de l'Etat. ”